

Cover Page



Universiteit Leiden



The handle <http://hdl.handle.net/1887/20524> holds various files of this Leiden University dissertation.

Author: Seli, Djimet

Title: (De)connexions identitaires post-conflit : les Hadjeray du Tchad face à la mobilité et aux technologies de la communication

Issue Date: 2013-02-13

Chapitre 3 : Les décennies obscures de la société hadjeray

Nandje : Noms des enfants comme cahier de son histoire tumultueuse

Nandje, un sexagénaire rempli est l'un des tout premiers enquêtés que nous avons rencontrés lors de nos recherches. Durant notre séjour de deux jours chez lui, nous fûmes attiré par le nom par lequel on l'appelle. Certains l'appellent 'père de waya,' d'autres l'appellent 'père de Bori,' et d'autres encore l'appellent 'père de Manboa'. Ce qui attira notre attention ce n'est pas la formule par laquelle on l'appelle, c'est-à-dire père de X ou Y. Cela n'a rien de curieux parce que c'est une question de politesse, de civilité que d'appeler dans la société hadjeray ou tchadienne en général, un père de famille par le nom de son enfant aîné (e). Ce qui piqua notre curiosité est le sens des noms qu'il avait donnés à ses enfants. Ces noms sont : 'Waya', 'Bori', 'Manboa' dans sa langue maternelle et dont les sens sont respectivement : 'événement', 'guerre', 'femme de famine'. Contrairement à beaucoup d'autres Hadjeray qui ont tendance à baptiser leurs enfants de noms musulmans, Nandje a préféré pour ses enfants des noms dans sa langue maternelle. Ces noms, dit-il, il ne les a pas donnés par hasard de date de naissance. Mais, il les a donnés en souvenir des circonstances majeures qui sont survenues dans le village, dans la région ou dans le pays en général. Ainsi dit-il, son premier fils Waya est né pendant la période des événements des années 70, où dit-il, les rebelles sont venus incendier le village et exiger aux villageois de payer une amende de 25 bœufs parmi lesquels il contribua pour 7 bœufs. Son deuxième enfant 'Bori' est né dans les années 80 au moment de la guerre généralisée entre les 11 tendances politico-militaires que comportait le Tchad à cette époque. Et sa dernière fille Manboa, c'est-à-dire (littéralement) 'femme de famine' est née en 1985, une année de redoutable famine. Cette préférence de l'immortalisation des périodes difficiles par les noms des enfants reflète la vie mouvementée que comporte celle de Nandje²⁶.

En effet, l'histoire de vie de Nandje est celle d'un témoin et d'une victime d'une série d'événements faits d'insécurités politiques et alimentaires. En fait, l'insécurité pour le village de Nandje commence dans les années 60. Par un jour d'hiver 1969, un groupe de 6 hommes avec deux fusils, parlant l'arabe, débarque au village Somo, réunit de force les villageois et leur parle de leur idéologie politique et religieuse contre le pouvoir des Sara²⁷. Puis, ils demandent aux villageois des vivres et de la nourriture qui leur furent offerts par les villageois par peur. Plus tard, cette nouvelle parvient aux oreilles des autorités militaires loyalistes de la région. Quatre jours après le passage de ce groupe d'hommes qui semblent

²⁶ Paysan, environ 67 ans, interview enregistrée, réalisée à Somo en mars 2009.

²⁷ Sara est un nom générique donné à la population du Sud du Tchad de manière générale. De manière spécifique, il désigne les populations de la région du Moyen-Chari dont est issu le premier président du Tchad, en l'occurrence Tombalbaye.

être des rebelles du Frolinat²⁸ naissant, les forces gouvernementales débarquent et encerclent le village la nuit. Au réveil, les villageois découvrent les militaires aux alentours des cases qui leur intiment l'ordre de se regrouper à la place publique du village pour un meeting. Le village fut incendié, les hommes battus. Une année après ce premier événement, les forces gouvernementales et le chef de canton sont revenus séjourner au village prélever l'impôt. En représailles, les rebelles viennent à leur tour encercler le village pour en extraire les hommes, les battre puis l'incendier à leur tour.

Pour ne plus revivre la même situation, Nandje et ses frères décident d'aller s'installer à Bedemé, une localité située à une quinzaine de km du village. Ils construisent leurs cases pour, pensent-ils, échapper aux exactions croisées des rebelles et des forces gouvernementales.

La sécurité recherchée ne dura que 9 mois. Par un jour de saison pluvieuse, alors que Nandje se trouvait dans son champ, les forces gouvernementales débarquent dans son campement, incendient les cases, abattent un de ses frères présents à la maison, prennent en otage sa famille. Pour libérer sa famille, Nandje se rend aux autorités qui l'accusent lui et ses frères de servir de lieu d'hébergement pour les rebelles. Il fut ligoté, torturé et amené en prison à Mongo où il y resta 4 ans. Lorsqu'il fut libéré, il décide de ne plus remettre pied au village. Il s'installe à Gama dans le Chari-Baguirmi. Dans sa fuite pour échapper à la répression des forces gouvernementales, son fils aîné Soudou avec qui il vivait à Bedemé s'est retrouvé à Banala, village distant de 5 kilomètres de Bitkine et de 50 kilomètres de Somo. En 2004, gagné par la vieillesse et ayant constamment à l'esprit les exactions des forces armées, Nandje choisit '*d'aller mourir au village*', dit-il.

En fait, cette préférence de Nandje pour des noms d'enfants en souvenir des périodes difficiles n'est pas un fait singulier. Elle découle d'une tradition ancrée dans la région du Guéra, où il est courant de rencontrer des personnes qui portent le nom de "*Harba*" (guerre) "*Kharifène*" (saison pluvieuse), "*Matar*" (pluie), des noms toujours évocateurs des événements douloureux que la société a vécus qui sont généralement les périodes de grandes famines, de guerres. Ces références des noms faites aux saisons pluvieuses, aux grandes pluies, aux guerres ne sont pas des faits fortuits. Elles témoignent de la récurrence des phénomènes que sont les guerres et les famines. En fait, au nombre des phénomènes sociaux qui caractérisent la société hadjeray et en faisant presque partie de son identité, se trouvent : l'insécurité politique et l'insécurité alimentaire. Ces deux phénomènes qui datent de l'époque précoloniale sont récurrents eu égard à l'instabilité politique qu'a connue le Tchad d'une part et le caractère réfractaire des Hadjeray d'autre, part auxquels s'ajoute l'aridité de son espace géographique. Pour mieux comprendre ces différents événements, qui ont entaché l'histoire de vie de Nandje comme celle de beaucoup d'autres populations hadjeray, il importe de revisiter certaines périodes tristement riches en crises et violences politiques.

Les populations hadjeray entre le marteau et l'enclume

En effet, le Tchad est l'un des pays africains dont l'histoire post coloniale est marquée par des violences politiques. En effet, trois ans après son indépendance (Khayar, 2008), les populations tchadiennes vont faire l'objet d'exploitation politicienne de la 'dialectique Nord-

²⁸ Frolinat : Front de Libération Nationale du Tchad, l'un des tout premiers mouvements de rébellion du Tchad créé au Soudan en 1965.

Sud ou musulmane-chrétienne' (Al-Mouna, 1996) pour sombrer dans un cycle de violence rythmé par des conflits aux dimensions complexes. Ces violences politiques se situaient au départ dans la dialectique Nord/musulman-Sud/chrétien (Buijtenhuijs, 1987 : 15). Puis, dans les années 80, l'implosion de ces deux entités en une multitude de mouvements politico-militaires (Dadi, 1987 ; Kovana, 1994) leur confère un caractère d'ambitions politiques personnelles pour la soif du pouvoir. Car « Ce n'était pas les tendances politiques qui dominaient, ce n'étaient pas les idéologies qui prévalaient, mais les luttes de personnes fondées sur les solidarités ethniques » (Chapelle, 1980 : 242-243). Ces violences adossées sur les ethnies ou alliances des ethnies auront pour principales victimes les ethnies elles-mêmes. Ces violences politiques qui ont jalonné l'histoire contemporaine du Tchad ont fait l'objet de nombreuses publications qui se sont contentées de faire la genèse de la cause profonde de ces violences (Buijtenhuijs, 1987), d'analyser les conséquences de ces violences, de la répartition du pouvoir entre les tendances politico-militaires (Bouquet, 1982 ; Kosnaye, 1984), occultant de ce fait les conséquences de ces violences politiques sur le processus de la formation identitaire, sur la rupture entre familles, leur impact psychologique sur les ethnies. La population du Guéra est l'une de ces ethnies qui étaient très impliquées tant par les personnes que par le territoire qui a servi de théâtre d'opérations militaires entre les belligérants dans ces violences politiques qui ont agité le Tchad.

En effet, la région du Guéra est l'une des régions du Tchad qui ont connu une longue histoire de crises dues tantôt aux guerres dont elle fut longtemps l'épicentre (Doornbos, 1982 ; Buijtenhuijs, 1977 ; Netcho, 1997 ; Azevedo, 1998 ; Garondé, 2003), tantôt aux récurrentes crises écologiques (Duault, 1935 ; Abrass, 1967 ; Sabaye, 1980 ; Van Dijk, 2005). Placée au Centre-sud du Tchad, par sa position géographique, sa zone climatique, les cultures de sa population, la région du Guéra va connaître une position ambivalente dans la bipolarisation du Tchad en deux parties climatiques, culturelles, religieuses et politiques distinctes. Cette ambivalence va être à l'origine du drame qu'elle va connaître durant de longues périodes de crises politiques qui ont agité le Tchad. L'ambivalence de la région du Guéra qui relève de son appartenance religieuse, politique, climatique qui divise le Tchad, va placer les populations entre le marteau et l'enclume et dont les principales victimes seront les populations civiles. Les exactions des rebelles et des forces gouvernementales vont être subies en plusieurs phases au gré de l'évolution des situations politiques.

L'acte I de la période obscure des violences politiques des forces gouvernementales et des rebelles va de 1965 à 1986. Cette période peut, elle aussi, être divisée en plusieurs actes équivalant aux différents régimes qui se sont succédé, de Tombalbaye à Habré en passant par Malloum et Goukouni et dont chacun comportait des particularités. Mais fondamentalement, cette fourchette de temps se caractérise par des répressions simultanées des rebelles d'un côté et des forces gouvernementales de l'autre.

L'acte II des événements répressifs subis par les populations hadjeray est vécu sous le règne du président Hissein Habré de 1986-1990. Les populations hadjeray qui étaient pourtant les fidèles alliées d'Hissein Habré pendant que celui-ci luttait pour l'accession au pouvoir, tombèrent en disgrâce à ses yeux lorsqu'en 1986, ils créèrent le Mosanat (Mouvement de salut national du Tchad) pour s'opposer à son régime. Pour étouffer ces velléités, une répression était engagée contre les populations hadjeray par la police politique du régime, la DDS (Direction de la documentation et de la sécurité) et la garde prétorienne, la SP (Sécurité présidentielle) pour ne s'arrêter qu'en 1990, date de l'arrivée au pouvoir du Mouvement patriotique du salut (MPS), un mouvement de rébellion conduit par l'actuel

président Deby. Ce dernier régime a relancé les espoirs d'une paix et d'un bonheur, tant étaient nombreux et influents les cadres militaires de la région du Guéra dans cette coalition. Mais cet espoir ne dura point longtemps et de nouveau, les populations hadjeray renouent dès 1991 avec les cauchemars des exactions lorsqu'il y eut rupture entre les éléments hadjeray et le MPS qu'ils viennent de hisser une année plus tôt au pouvoir.

Bras de fer avec le régime Tombalbaye

Certes, les événements politiques que le Tchad avait connus tirent leur origine des causes profondes où se trouvent impliquer, l'histoire, les religions, la géographie, le climat, la colonisation, etc. (Buijtenhuijs, 1977 ; Bouquet, 1982 ; Azevedo, 1998), mais il n'en demeure pas moins que l'histoire retient, que la région du Guéra fut le point de départ de ces violences politiques (Netcho, 1997 ; Garondé, 2003), suite à une série d'abus de l'administration tchadienne naissante et donc sans expérience (Bouquet, 1982 : 125).

En effet, désireux de réaliser quelques projets de mise en valeur (Bouquet, 1982 : 127), mais manquant des moyens, le président Tombalbaye lança le 20 avril 1964, l'emprunt national : « *C'était une sorte de prêt obligatoire pour permettre à l'Etat de lancer un certain nombre de projets de développement que le budget national n'était pas en mesure de financer* » (Netcho, 1997 : 26). Malheureusement, cet emprunt national vient déjà s'ajouter à une série d'autres impôts qui, déjà, accablaient les paysans (Garondé, 2003 ; Bouquet, 1982 : 127). Souvent, le recouvrement de ces nombreuses taxes s'accompagne des brutalités, sévices corporels et d'humiliations de la part des fonctionnaires qui « *se comportent dans leur pays, le Tchad, comme en pays à conquérir, qu'il faut 'pacifier', rançonner* » (*Evénements du Tchad*' rapporté par Buijtenhuijs, 1987). Entre autres brutalités et sévices : le gavage à l'eau pimentée, l'insolation.

En effet, ne pas payer ses impôts ou protester contre leur multiplication ou leur majoration expose son auteur à une de ces punitions. En fait, pour punir sévèrement afin de marquer les esprits et faire taire les velléités de refus ou de retard dans les paiements, il fut institué cette punition cruelle comme le soutient le vieux Kongo²⁹ :

'Le gavage en tant que tel existait avant l'arrivée de Tombalbaye au pouvoir : Mais, il consistait à alimenter les bébés qui ne savent pas manger. Mais qu'il puisse en être une méthode pour punir les hommes, ma foi ce n'était guère bon à vivre. Au début, quand les punitions ne consistaient qu'à effectuer des travaux d'intérêt public, les gens en supportaient. Mais lorsque la méthode de gavage est arrivée, beaucoup de villageois ont désapprouvé le régime des 'Sara' qui commençait à devenir pire que le régime colonial. Les gens se sont sentis floués, eux qui pensaient qu'avec les indépendances, ils allaient au contraire être exonérés d'impôts, des travaux forcés, des corvées'.

En fait, outre les humiliations liées à la punition, ces multiples taxes saignèrent à blanc les paysans hadjeray car « *L'emprunt national fut l'occasion d'une mise en coupe réglée de certains cantons, selon la personnalité du préfet ou du sous-préfet* » (Bouquet, 1982 : 127) comme l'affirme notre enquête, Magga Tom³⁰ :

²⁹ Homme, paysan, environ 70 ans, interview réalisée au village Boubou en mars 2009, prise de notes.

³⁰ Homme, ancien combattant, environ 60 ans, interview enregistrée, réalisée à Etena (périphérie de N'Djamena) en août 2009.

‘Pendant qu’on s’attendait à la diminution des charges fiscales, c’est plutôt l’augmentation qui nous accable avec l’arrivée de l’emprunt national. On nous dit que c’est une dette que L’Etat contracte auprès des citoyens pour être remboursé plus tard. L’Etat avec les moyens qu’il dispose, vient encore chercher la dette auprès des pauvres citoyens, à ce niveau du raisonnement, on ne comprend plus ce que le président Tombalbaye voulait faire des Tchadiens. Depuis que nous connaissons le mot prêt, il n’est pas obligatoire. En plus, il y a la taxe sur la carte du parti PPT/RDA. À l’époque, j’étais jeune, c’était mon père qui payait les impôts pour la famille. Ainsi, pour couvrir ces nombreuses charges fiscales de la famille qui quelquefois s’élèvent à hauteur de 7000 F ou 10.000 F, il fallait vendre jusqu’à plus de la moitié de notre mil penicillaire et sorgho blanc. Car à cette époque, le prix du sac du mil penicillaire coûtait entre 200 F et 250 F selon les saisons et le sac de Sorgho blanc, se vendait entre 150 F et 200. Le sac de sorgho rouge moins apprécié coûtait entre 75 F et 150 F selon les saisons. Alors pour réunir la somme demandée, on misait sur le mil qui coûtait plus cher afin de vendre moins de sacs pour avoir l’argent demandé. Ainsi, on sacrifiait notre céréale le plus préféré : le penicillaire et le Sorgho blanc. Pour réunir l’argent demandé pour l’impôt, faites vous-même le calcul et vous verrez le nombre de sacs que mon père vendait à l’époque pour pouvoir payer l’impôt. Le comble c’est que notre village ne dispose pas d’un marché où il faut aller vendre cette céréale. Pour ce faire, on était tenu de transporter des sacs à dos d’âne, de cheval, et quelquefois sur nos propres têtes pour aller le vendre sur le marché de Bitkine distant de plus de 40 kilomètres’.

Comme on peut le comprendre à travers ces déclarations, ce sont les différentes taxes et les souffrances qui accompagnent leur paiement qui vont inciter les populations à vomir le régime de l’époque. Cependant, la rébellion pour laquelle la population marquait sa sympathie va aussi à son tour révéler son vrai visage qui va être aussi pire comme nous le verrons dans les pages qui suivront.

En somme, vers 1964, le régime du président Tombalbaye était discrédité aux yeux des populations hadjeray à cause des prélèvements abusifs et exagérés des taxes. Face aux charges fiscales croissantes sous lesquelles croulent les paysans et la brutalité qui va avec son recouvrement et surtout l’absence d’une brèche de dialogue avec les autorités administratives souvent autoritaires, il va naître un rapport conflictuel entre les populations et l’administration. En fin de compte, ce climat d’oppression lourdement chargé de colère que nourrissent les populations du Guéra envers les autorités administratives va connaître un tournant décisif à partir du mois d’octobre 1965 où « *Les paysans à bout de nerfs, écrasés par les impôts, affamés, ont attaqué à la sagaie les représentants de la capitale* » (Desjardins³¹, 1975 : 65).

En effet, l’acte I du déclenchement de la guerre entre les représentants de l’Etat et les paysans eut lieu dans un village de la sous-préfecture de Mangalmé. Se sentant défiées par les paysans qui auparavant avaient déjà chassé les collecteurs d’impôts, les autorités administratives de la région décidèrent d’aller elles-mêmes dans le village voir ce qu’il en est de cette situation complexe, qui se développait et qui mettait en péril l’autorité de l’Etat. Mais la rencontre avec les paysans tourna au vinaigre. Car les paysans attaquèrent la délégation administrative et firent de nombreuses victimes. L’acte II fut la réponse du gouvernement aux populations. Le Gouvernement sentant son autorité menacée par les paysans, décide alors de sévir contre les populations insurgées qui ont massacré en premier

³¹ Desjardin, « Avec les otages du Tchad », in Paris presse, 1975, p. 65.

lieu les autorités locales et ensuite attaqué une délégation ministérielle pourtant partie officiellement pour la réconciliation. Pour ce faire, il décide d'envoyer des moyens et matériels militaires supplémentaires sur les lieux de l'insurrection afin de laver l'affront que les agents de l'administration avaient subi. Partout, les militaires seront mis en alerte et recevront plus tard des renforts qui viendront pour accomplir la destruction complète des villages insurgés (Garondé, 2007) où entretemps, les habitants, par crainte de représailles, ont regagné la brousse et le Soudan. Une année plus tard, les opposants tchadiens résidant dans les pays arabes, principalement au Soudan et en Algérie, se retrouvèrent au Soudan le 22 juin 1966 et créèrent un mouvement de rébellion : le Front de Libération Nationale du Tchad qui récupéra la jacquerie des paysans de Mangalmé (Garondé, 2007 : 42). Beaucoup d'habitants de cette localité qui, au moment des représailles des forces gouvernementales avaient trouvé refuge au Soudan, s'incorporèrent dans cette rébellion. La présence nombreuse des ressortissants de la région du Guéra, notamment les Moubi et surtout la configuration du relief et de l'environnement de la région du Guéra c'est-à-dire « *très giboyeuse, marécageuse et montagneuse* » en a fait une des bases de cette rébellion (Garondé, 2007 : 92), car très propice aux actions de la guérilla.

Dès 1966, cette rébellion fait parler d'elle dans la région du Guéra à travers des attaques dont les principales cibles furent les collecteurs d'impôts, mais elle resta très localisée dans la région de Mangalmé (Chapelle, 1980 : 256). À l'époque où les premiers rebelles apparaissaient localisés dans la région de Mangalmé parmi les populations moubi, les autres populations hadjeray étaient demeurées étrangères à celle-ci. Ils n'en entendaient que vaguement parler avec une origine mythique comme l'évoque Haroun Bally³²:

'Quelques mois après la guerre ayant opposé les Moubi et les militaires, on entend parler vaguement d'une rébellion qui serait née tantôt au Soudan, tantôt dans le pays moubi et qui aurait pour chef tantôt un certain Ibrahim Abatcha, tantôt un certain Al Hadj Issakha et qui opérerait clandestinement dans ce même pays moubi. Les informations qui circulaient à l'époque à propos de ces rebelles étaient nombreuses, vagues, extrapolées. Plusieurs mythes circulaient à leur propos : que ces rebelles avaient de cheveux qui leur pendaient jusqu'aux épaules, que leurs cheveux leur couvraient le visage, les rendant impossible de les reconnaître, de les identifier. Qu'ils avaient des corps tout couverts de poils et que pour consulter leur montre, il leur fallait dégager les poils qui leur couvraient les poignets. Qu'ils ne mangent pas, ne boivent pas. Bref, on les décrivait comme des êtres mythiques et mystiques mais avec un programme de lutte salvateur. Ainsi, ils forçaient l'admiration des gens qui souhaitaient ardemment leur arrivée pour venir mettre fin aux souffrances des paysans écrasés par les multiples impôts, les corvées et autres punitions qui allaient avec la levée de ces impôts'.

Bien que mal armés, les rebelles motivés par la sympathie que certains villageois leur accordaient et les renseignements qu'ils obtenaient sur l'ennemi à travers leurs complices au sein des populations, réussissent à obtenir partout des victoires sur les forces gouvernementales qui malgré leur supériorité numérique et matérielle battent souvent en retraite. Les rebelles gagnaient du terrain au fur et à mesure qu'ils s'armaient et cela, grâce aux victoires remportées sur l'ennemi, mais aussi par la complicité de la population qui était plus ou moins obligée de leur accorder l'hospitalité.

³² Homme, paysan, environ 70 ans, interview enregistrée, réalisée en mai 2009 au village Sissi dans la région du Guéra.

Ayant en contrôle la région de Mangalmé, les rebelles vont avoir l'ambition de s'étendre dans toute la région du Guéra. Deux raisons vont présider à ce désir d'extension : l'attitude bienveillante des populations moubi et hadjeray en général à leur regard et la position stratégique de la région du Guéra en particulier. En effet, les soutiens que les rebelles obtenaient dans le pays moubi leur ont fourni un motif d'encouragement de s'étendre dans la région du Guéra tout entière et bien au-delà. En fait, les villageois soutenaient la rébellion dans la mesure où ils avaient été victimes des représailles gouvernementales. Il était donc très facile aux rebelles d'obtenir l'adhésion de la population locale dans les zones où l'administration était presque inexistante, ignorée et où les rebelles étaient en revanche présents.

Aux informations mythiques que les populations du Guéra, autres que les Moubi, recevaient à propos des rebelles, succèdent les réalités de la présence effective des rebelles dans toutes les contrées de la région du Guéra. Ainsi, ceux des nombreux Hadjeray qui, pendant longtemps en entendirent seulement parler, les voyaient physiquement avec curiosité et stupéfaction comme le raconte G. Ali³³ du village de Somo :

'Brusquement, un jour, on voit arriver des hommes au nombre de 17. Ils étaient habillés en uniforme de pagne. Ils étaient faméliques, avaient des cheveux ébouriffés, l'air nerveux, un langage fermement jusqu'au-boutiste et un tempérament déterminé. Ils étaient armés de gourdins, de lances. Seuls, deux d'entre eux possédaient une arme à feu. Ils ont rassemblé tous les gens du village sur la place publique sous le baobab qui servait de lieu de rencontre publique pour un meeting. Ils disent que désormais ce sont eux qui commandent et ils sont en train de lutter contre le pouvoir des Sara qui rackette les pauvres paysans à travers l'impôt et diverses taxes. Et enfin, ils nous intiment l'ordre que désormais, si les agents de l'administration viennent pour collecter l'impôt, on se doit de refuser et résister'.

Lassés de rackets perpétuels des agents de l'Etat, les paysans ont alors trouvé le programme de lutte des rebelles légitimes et par moments avaient de la sympathie pour eux. Motivés par l'attitude de la population qui au début leur était favorable, et profitant du manque de motivation des forces gouvernementales à résister, les rebelles mènent des attaques, chassent les forces gouvernementales des zones reculées et obtinrent l'adhésion de certains jeunes hadjeray. Certains de ces jeunes les rejoignent spontanément, d'autres les gagnèrent parce qu'ils ont eu un litige avec une autre personne. D'autres encore, plus motivés, quittent leurs familles pour la rébellion parce qu'ils ont dû payer l'impôt deux ou trois fois dans l'année et, ayant appris que cette rébellion était dirigée contre le régime de Tombalbaye et ses interminables impôts, optent pour la destruction de ce régime en s'incorporant dans la rébellion

À la naissance de la rébellion au Soudan en 1966, les nouvelles qui parvinrent aux paysans hadjeray faisaient des rebelles des héros, des sauveurs. À cet effet, beaucoup de paysans souhaitaient ardemment leur arrivée pour venir les délivrer de la souffrance du régime racketteur. Jusqu'au début de son apparition dans la région du Guéra, la rébellion demeura populaire du fait des victoires qu'elle remportait sur les forces gouvernementales et du fait des objectifs de sa lutte qui consistaient à mettre fin aux impôts que les paysans redoutaient tant. Cependant, la réaction du gouvernement pour refuser aux rebelles le

³³ Homme, paysan, environ 58 ans, interview enregistrée, réalisée en mars 2009 au village Somo.

contrôle de toutes les localités du Guéra va créer un climat de dualité dans l'administration de la région du Guéra. Du côté de gouvernement comme du côté des rebelles, les deux forces antagonistes vont chacune miser sur l'adhésion des populations pour espérer rejeter son ennemi. Cette logique fera de la rébellion pourtant tant admirée, un couteau à double tranchant, couteau qui malheureusement va très tôt se retourner contre ses admirateurs, les populations civiles hadjeray.

En effet, pour ne pas tout abandonner, et contrecarrer l'action des rebelles, les forces gouvernementales repliées pour la plupart dans les grands centres urbains : Méfî, Bitkine, Mongo, Mangalmé abandonnent la brousse aux rebelles, vont de manière sporadique effectuer des patrouilles pour lever l'impôt dans les villages, soit effectuer des patrouilles circonstancielles pour attaquer les rebelles en brousse. Que ce soit pour des mobiles d'impôt ou des patrouilles des routines, les forces gouvernementales étaient amenées à séjourner dans les villages pour s'approvisionner en eau, en vivres, et renseignements sur les rebelles, etc. Les rebelles, quant à eux, compte tenu de leur infériorité numérique et de leur faible équipement militaire, vont souvent éviter la confrontation directe de jour avec les forces gouvernementales, mais préférer les attaquer par embuscade ou par surprise la nuit. Aussi, pour pouvoir faire passer leur message auprès des populations, les rebelles viennent souvent tard la nuit dans les villages. Ce qui leur vaut le nom de « 'ceux de la nuit' par opposition aux forces gouvernementales qui viennent au contraire le jour dans les villages » (Netcho, 1997 : 54).

Les stratégies de lutte des uns et des autres vont faire que les rebelles et les forces gouvernementales vont jouer au chat et à la souris et ce au plus grand malheur des populations hadjeray qui vont être prises en tenaille entre deux fronts de répression de 1965 en 1987. L'un des fronts de répression auxquels les Hadjeray ont dû très tôt faire face est celui des forces gouvernementales. En effet, les forces gouvernementales accusent les populations d'avoir d'abord favorisé la naissance d'un foyer de tension ayant fait le lit à la création du Frolinat, puis d'héberger et de nourrir les rebelles³⁴. Pour ce faire, les forces gouvernementales réprimaient sans discernement les populations supposées être complices des rebelles. L'un des survivants de cette époque Dety Hamdan³⁵ livre à ce sujet un témoignage qui évoque avec émotion l'un de ses cauchemardesques souvenirs vécus dans les années 70 :

‘...Quelques jours après, la CST (Compagnie Tchadienne de Sécurité, la garde prétorienne du président Tombalbaye) est venue à son tour accuser certains villageois de collaboration avec les rebelles et d'autres personnes furent arrêtées et tuées sur le champ devant tout le monde’.

Le Frolinat au Guéra : le retour de la manivelle

L'autre front d'insécurité auquel les populations hadjeray avaient dû faire face est celui du retour de la manivelle Frolinat. En fait, L'accueil sous la peur, que réservent les populations aux forces gouvernementales, déplaisait fortement aux rebelles. Pour dissuader

³⁴ Vivant en brousse, les rebelles du Frolinat viennent se ravitailler en vivres de gré ou de force parmi les populations au sein desquelles, ils disposent effectivement quelquefois de sympathisants, de délégués, appelés en arabe Lidjane au pluriel ou ladjna = délégué au singulier.

³⁵ Homme, paysan, environ 68 ans, vivant à Baltram, interview réalisée en mars 2009, témoin oculaire des exactions des forces gouvernementales sur la population.

les populations de rejeter les forces gouvernementales, ces derniers choisissent la manière forte contre les paysans comme le raconte ici Moussa Djoko³⁶ :

‘ Les rebelles nous disent : regardez les Moubi, comment ils avaient agi ? Non seulement, ils ont refusé de collaborer avec les autorités administratives, mais ils ont eu le courage de les affronter physiquement avec des sagaies contre les armes à feu. Pourquoi vous ici vous ne pouvez pas en faire de même, surtout que vous avez l’avantage de notre présence dans les parages de vos villages. En cas de représailles des forces gouvernementales contre vous, on pourra bien vous porter secours. Pourquoi choisissez-vous de continuer à vous soumettre ?’

Ces mises en garde fermes sont généralement des avertissements faits aux paysans en prélude aux répressions sur les populations, qui sous la peur désobéiraient à ces mots d’ordre des rebelles et accueilleraient, serviraient ou renseigneraient les forces gouvernementales. Ces ordres et contrordres (contradictaires) de ces deux forces opposées par leur philosophie et leur méthode, mettent les paysans hadjeray devant un dilemme. Les paysans ne savent où se donner la tête. Pour ne pas mécontenter une tendance et s’attirer ses foudres, les populations avaient souvent opté pour la neutralité qui consiste à servir les loyalistes le jour s’ils arrivent et aussi les rebelles la nuit lorsqu’il leur arrive de passer dans les villages comme le raconte Hachim³⁷ :

‘N’importe qui à notre place à l’époque ne peut qu’agir de la manière dont nous avons agi. Car les rebelles, sont une force et les forces gouvernementales sont aussi une force. On obéit à chacune d’elles non pas par sympathie mais par contrainte, par peur. Notre neutralité envers les deux belligérants nous est dictée par leurs comportements vis-à-vis de nous’.

Cette neutralité enf्रेignit les mots d’ordre des rebelles et leur déplait souvent. Ainsi, cette attitude de neutralité obligée va appeler la violence de la part des rebelles qui s’estiment ne pas être écoutés par les paysans comme le raconte Waya³⁸ :

‘Un Arabe est allé informer les rebelles que nous avons donné à manger aux forces gouvernementales. Pour punition, les rebelles veulent tuer 30 hommes. Le chef de village qui était le père de Djamous a pris la parole pour dire aux rebelles : « écoutez, il ne sert à rien de tuer les innocents. Il n’y a que moi qui ai donné à manger et de l’eau aux forces gouvernementales parce que c’était une force comme vous. Que moi seul, le coupable puisse être tué ». Dès que le chef de village s’est levé pour se proposer à la fusillade, les rebelles ont ouvert le feu sur la foule et tué 7 personnes. Ensuite, ils ont incendié le village’.

Cette attitude de brutalité et de répression pour marquer l’esprit des paysans va sonner le glas de la discorde entre les rebelles et les populations hadjeray qui vont commencer par douter sérieusement des idéaux pourtant salvatrices, de la sincérité et de la bonne foi des rebelles qui seront par endroits mal vus, voire rejetés. L’exemple du village Somo en est une illustration comme le témoigne Haroun³⁹ :

³⁶ Homme, paysan, environ 73 ans, interview réalisée en novembre 2009, au village Sidjé dans la région du Lac-Tchad.

³⁷ Homme, paysan, environ 59 ans, conversation enregistrée en août 2010.

³⁸ Homme, paysan, environ 70 ans, conversation enregistrée en mars 2009.

³⁹ Homme, mécanicien, environ, 50 ans, interview réalisée en avril 2010 à Garoua.

‘Au lendemain du premier massacre des villageois par les rebelles, ayant tué sept personnes, une réunion au niveau du village fut tenue, présidée par le chef de village. L’ordre du jour portait sur la conduite à tenir vis-à-vis des rebelles qui ont commis des exactions. Il a été décidé de suivre les rebelles en brousse pour leur faire la guerre. Les hommes sont allés sillonner toute la brousse à leur recherche. Mais en vain.’

Conscient de la perte de leur côte de popularité auprès de certains villageois, les rebelles vont opter pour la politique du pire et révéler leurs vrais visages de bourreaux. Malgré leur beau discours des premiers jours de leurs prises de contact avec les populations, on constate sur le terrain que la situation en va tout autrement. Le programme de lutte du Frolinat prônant la liberté et la fin de l’impôt sera exécuté à l’envers au Guéra comme le relève Kosnaye, (1984 : 34) : « *Ses comités populaires (de Frolinat) sèment la terreur dans la paysannerie et ont pour rôle essentiel la collecte des impôts et l’établissement d’amendes* ».

Le drame du Guéra c’est que la plupart des rebelles qui étaient amenés à opérer dans cette région sont des personnes sans formation militaire ni idéologique moins encore politique. Ils ne savaient pratiquement pas le but de leur lutte et plusieurs d’entre eux souvent recrutés entre la frontière Soudanaise et la région du Guéra affirmaient même ne pas connaître le leader dont ils dépendaient (Netcho, 1997). Lorsqu’ils s’étaient rendus compte que toutes les populations hadjeray ne leur sont pas acquises, ils chercheront à faire plus mal, à vouloir appliquer la vraie idéologie cachée de la ‘Première Armée’⁴⁰ : l’idéologie religieuse et confessionnelle (Buijtenhuijs, 1987 ; Alio, 2008) et comme le note à juste titre Kosnaye (*Op.cit.*) : « *Ce mouvement foncièrement confessionnel ne pouvait admettre la laïcité qui doit caractériser l’Etat tchadien* ».

La coloration religieuse islamique de la ‘Première Armée’ va être en bute à l’idéologie religieuse de la société hadjeray qui à l’époque dans sa plus grande diversité pratiquait le culte de la religion ancestrale de la Margay. Les rebelles vont profiter du refroidissement de leur relation avec la société hadjeray pour l’attaquer dans son organe sensible : la Margay, qui pour le Hadjeray est plus qu’une croyance, une idéologie qui sous-tendait son harmonie, sa survie, ses relations avec les ancêtres et les dieux et le Dieu (Fuchs, 1997 : 18-19 ; Allag, 2009). En s’attaquant ainsi aux valeurs spirituelles de la société hadjeray, les rebelles perdirent leur crédibilité vis-à-vis des détenteurs de la tradition et partant d’une grande partie de la société sur laquelle ils avaient pourtant au début établi une très grande influence.

⁴⁰La première Armée est une branche militaire du Frolinat opérant dans le Guéra. Elle est la plus ancienne des nombreuses tendances du Frolinat. Elle était placée sous la direction d’Al Hadj Issakha sous le sigle de FPL (Front Populaire de Libération). Elle représente ce qui reste de l’entreprise d’Abatcha. Les fondateurs du mouvement sont des intellectuels arabophones qui ont fui la répression du régime de Tombalbaye, après les événements du 16 septembre 1963. Ses cadres sont composés des lettrés musulmans formés au Tchad (marabouts) ou intellectuels sortis des écoles théologiques de Khartoum (Soudan) ou d’Al-Azhar au Caire (Egypte). Leur motivation essentielle est, soit d’ordre religieux, soit d’ordre professionnel, dans la mesure où une grande partie d’entre eux a d’abord rejoint le pays pour y exercer les fonctions correspondant à leurs légitimes aspirations. C’est à la suite des difficultés d’intégration dans la fonction publique que certains décidèrent de regagner le maquis ou tout simplement de prendre le chemin de l’exil, vers les pays arabes voisins : Egypte, Soudan, Libye.

Les massacres opérés par les rebelles d'une part et les forces gouvernementales d'autre part, consistant à tuer, piller et incendier pour obliger les paysans à les rallier, va rendre la société hadjeray plus complexe, plus ambiguë quant à sa position vis-à-vis des deux belligérants. Les populations se trouvent ainsi divisées en pro-rebelles et pro-gouvernementaux. Selon qu'on est musulman, chrétien ou animiste, ou selon qu'on a été maltraité par l'une ou l'autre de deux forces, ou encore selon qu'on appartient à telle ou telle autre ethnie dont certaines sont plus favorables au gouvernement et d'autres aux rebelles, on est tenu de marquer sa préférence discrète pour l'un ou l'autre camp. La présence de chacune de ces deux forces dans le village emporte des exactions et abus à l'image de celle qu'a vécus Soumaïne Abras sous l'administration rebelle.

En effet, l'abandon des campagnes et des villages hadjeray aux mains des rebelles appela souvent une tentative d'administration rebelle dans des zones dites '*libérées*'. Cette rébellion au programme politique pourtant salvateur au début, va montrer son vrai visage lorsqu'elle aura conquis quelques zones pour les administrer. Le programme politique du Frolinat très flatteur au début, disparaît, faisant place aux actes de brigandage de bandes armées sans commandement et sans idéal. En vérité, ces zones dites '*libérées*' deviennent au contraire, des zones-prisons pour les paysans (Buijtenhuijs, 1987 : 39). Pour pouvoir administrer les villages hadjeray qui sont passés sous leur contrôle, les rebelles instituèrent des comités locaux dits Lidjane⁴¹. Les Lidjane sont chargées d'éduquer politiquement les villageois, de leur faire comprendre la nature de la lutte menée par les rebelles. Aussi, ils représentent les yeux et les oreilles de l'administration rebelle auprès des villageois. À cet effet, ils sont chargés d'informer les rebelles sur le mouvement des forces gouvernementales, leur nombre, leur position. Ils ont le devoir d'informer les rebelles sur les comportements suspects des villageois, de rapporter aux rebelles n'importe quel problème survenu au village et de dresser une fiche verbale sur chaque membre de la communauté villageoise aux rebelles. Enfin, ces Lidjane sont chargées de subvenir aux besoins alimentaires des rebelles et en vivres, sucre, cigarette, thé et autres rations.

Dans les villages passés sous leur commandement, les rebelles instaurèrent des pratiques et des méthodes à coloration islamique jusque-là pas connues de la société hadjeray. Entre autres pratiques celle de «*Am chilini*». '*Am chilini*' est un terme arabe dialectal tchadien qui signifie '*prends-moi*', '*choisis-moi*', '*propose-moi*'. Cette pratique concerne les femmes divorcées, séparées et les "vieilles filles" ayant dépassé l'âge de mariage et qui continuent à vivre célibataires. Le '*Am chilini*' consiste pour les rebelles à demander à cette catégorie de femmes et filles libres de choisir, de proposer parmi les hommes du village ou des villages voisins, ceux qu'elles veulent avoir pour maris, à condition que l'homme à proposer, à choisir n'ait pas déjà quatre femmes ; puisque l'islam n'autorise pas le mariage au-delà des quatre femmes. Ainsi, les jeunes gens célibataires, tout comme les hommes mariés et ayant moins de quatre femmes, sont les cibles des choix de cette catégorie de femmes et filles libres. Ces pratiques découlent de la remarque que les rebelles disent avoir faites sur les populations à propos du nombre élevé des femmes libres qui entraîne à leurs dires la débauche, pratique contraire à la philosophie de l'islam. Pour

⁴¹ Lidjane est le pluriel de Ladjana qui est un terme arabe dialectal tchadien. Il signifie délégué. En fait, lorsque les rebelles arrivent au Guéra, dans les zones passées sous leur contrôle, ils instituent des comités villageois avec à leur tête un délégué (appelé Ladjana) qui fait office de chef de village et qui est chargé de les informer sur tout ce qui se passe dans le village.

pouvoir y remédier, il fallait imposer la pratique du fameux 'Am chilini', seule solution capable de résorber ces "chômeuses".

À travers cette pratique, les rebelles pensent pouvoir trouver des époux à toutes les filles qui, ayant dépassé l'âge de mariage ou femmes divorcées, continuent à vivre sans époux. Cependant, pour les Hadjeray, cette pratique comporte pas mal de vices et va faire bien des mécontents et victimes parmi les populations du Guéra. En effet, cette pratique relevant purement de la tradition musulmane, fut appliquée à toutes les populations du Guéra qui n'étaient pourtant pas toutes musulmanes. Les populations animistes, ou chrétiennes ne furent pas épargnées par l'application de cette pratique de 'Am chilini'. Ainsi, à travers l'application inclusive de cette pratique, certains Hadjeray verront en 'Am chillini', non pas une manière de résorber les femmes et filles libres comme le soutiennent les rebelles, mais une astuce savamment montée pour se faire de l'argent avec les amendes et les recettes qui vont être imposées autour de cette pratique. Car, l'acceptation ou le refus d'appliquer cette pratique doit s'accompagner du versement de 'commission d'agrément' ou d'une forte amende de refus. En effet, lorsqu'une femme choisit un homme et que celui-ci accepte, le mariage est célébré selon la norme musulmane ; que les partenaires soient musulmans, animistes ou chrétiens. Pour ce faire, une somme forfaitaire doit être payée par l'homme choisi et aussi par la famille de la femme ou fille qui choisit. Cette somme varie selon les villages ou les communautés.

En somme, cette pratique, quoiqu'obligatoire, ne fait pas l'unanimité parmi les populations hadjeray. Malgré son caractère contraignant, beaucoup de gens soumis à cette pratique préfèrent la rejeter. Mais le rejet du 'Am chilini' peut provenir de la femme ou la jeune fille à qui les rebelles demandent de choisir un mari et aussi de l'homme proposé qui peut rejeter l'offre de proposition que lui fait une femme ou une fille. Dans les deux cas, les refus sont sévèrement sanctionnés par une forte amende dont le montant varie entre 50000 F et 400000 F. Le comble dans cette pratique est que, même les hommes mariés et vivant légalement avec leurs épouses sous le même toit, doivent payer une somme de 1000 F aux rebelles par tête. Ceux des hommes qui n'ont pas quatre femmes doivent payer une amende forfaitaire pour n'avoir pas épousé quatre femmes. C'est ce qui a fait dire à Hassane Abga⁴² que :

'À travers cette pratique, les rebelles ne cherchent pas en vérité à réduire le nombre de femmes libres. Ils ont plutôt inventé un moyen pour se faire de l'argent. Car ils savent pertinemment qu'il y a des gens qui vont refuser cette pratique. Comment peut-on tout d'un coup accepter une femme avec qui on n'a rien négocié au préalable et dont on ne connaît pas bien de caractère, ou qui est sorcière ? Ou alors il y a des femmes qui sont folles, handicapées et à qui on demande de proposer des maris. Quel homme normal va accepter de vivre avec une femme handicapée ou folle ? Lorsque ces cas de refus surviennent, les rebelles se frottent les mains. Ils sont même contents que les hommes refusent les sollicitations qui leur sont faites afin qu'ils puissent tirer profit et faire prospérer leurs affaires à travers les amendes qu'ils infligent aux réfractaires. Malgré les fortes amendes qui suivent les cas de refus, beaucoup d'hommes ont préféré payer une forte amende plutôt que de vivre avec une femme qui n'est pas de leur goût'.

⁴² Homme, commerçant, environ 64 ans, conversation réalisée en septembre 2009 à Etena, dans la zone périphérique de N'Djamena.

Cependant, le refus d'accepter cette pratique sous n'importe quel prétexte que ce soit entraîne de fortes amendes et prédispose l'intéressé à tous les abus des rebelles qui interprètent l'acte de refus comme un défi, une résistance à leur pouvoir. Ce cas de figure de l'abus de l'autorité des rebelles, est vécu par Soumaïne Abras⁴³, actuellement vivant à Dourbali et qui a été victime de la persécution de la rébellion consécutive à son refus d'accepter le 'Am chilini'.

En effet, en 1979, les rebelles du Frolinat d'Hissein Habré qui avait regagné la légalité en 1978 à la faveur des accords de Khartoum (Chapelle, 1980) avec la junte militaire au pouvoir à N'Djamena, déclenche une guerre contre les forces loyalistes après plusieurs mois d'incompréhension et de blocage entre le président de la République Félix Malloum et le Premier ministre Hissein Habré (Nebardoum, 1998 ; Bangoura, 2005). Le Tchad tout entier s'embrase. Le pouvoir central disparaît, laissant libre cours aux bandes armées appelées à l'époque des "tendances", qui étaient au nombre de onze et qui se partageaient le Tchad en zones de présence et d'influence. La région du Guéra fut occupée par deux tendances alliées : la "Première Armée" et Le CDR (Conseil démocratique révolutionnaire) qui sont toutes dérivées du Frolinat après les querelles de leadership.

Le caractère musulman de ces deux tendances qui contrôlaient le Guéra à cette époque, peut se lire à travers certaines normes et pratiques imposées à la population du Guéra et dont la nature ne relève d'aucune coutume des populations locales. Parmi ces pratiques imposées par les deux tendances de la rébellion et qui fait des victimes, figure le fameux 'Am-chilini'. Cette pratique date déjà de depuis l'apparition de la rébellion au Guéra dans les années 67. Proposée et imposée à la population, son existence souffre des contestations et son application ne fut pas suivie d'effet à cause de la présence par moments des forces gouvernementales qui la remettaient en cause. Mais pendant les années 79, le Gouvernement central ayant disparu, la pratique refait surface et frappe sans discernement de religions toutes les populations de la région du Guéra.

Paysan de son état et vivant dans son village de Gourbiti avec anxiété eu égard au développement de la situation politique de N'Djamena, il se dit surpris par une décision qui vient des rebelles. Il raconte que :

'Pendant que le 'Am chilini' est même tombé dans l'oubli et pendant que les oreilles sont tout le temps tendues du côté de N'Djamena pour suivre l'évolution de la situation politique entre les belligérants, les rebelles qui contrôlaient la région nous surprennent et troublent davantage notre quiétude par une décision redoutable, celle de 'Am chilini'.

En fait, le Ladjana (le délégué) que les rebelles avaient nommé au sein du village, était chargé comme à l'accoutumée de réunir le village pour leurs multiples et contradictoires messages habituels. Puis, pendant que les paysans s'attendaient à une cotisation ou à un problème devant entraîner la levée de fonds comme d'habitude, le Ladjana entouré de quelques rebelles de la Première Armée, annonçait le retour de 'Am chilini' qu'il justifiait par l'existence du nombre élevé de femmes sans maris, cause de la débauche qui est en train de plonger le pays dans la guerre civile et la sécheresse avec leur corollaire de famine. Pour conjurer les multiples malheurs qui frappent le Tchad, il faut désormais des pratiques islamiques saines qui passent par la disparition des femmes libres

⁴³ Homme, 'Maître communautaire', environ 62 ans, Interview réalisée en février 2010 à N'Djamena et Dourbali.

et des filles en âge de se marier au profit des foyers polygamiques. À cet instant où le message est délivré, Soumaïne Abras qui savait qu'il allait souffrir de cette décision, compte tenu de sa foi chrétienne contraire à la polygamie, fut surpris et pétrifié par un sentiment de frustration et entrevoyait le sort cruel que lui réserveraient les rebelles, le jour où il fallait passer à l'acte et où il refuserait :

'Lorsque les rebelles prononçaient les mots 'Am chilini', de grosses gouttes de sueur perlaient et mouillaient mon corps que malgré mes efforts d'homme, je ne parvins à arrêter de trembloter. Car je connais les amendes, les punitions, les harcèlements qui découlent du refus d'accepter la décision des rebelles. Et comme il est de notoriété publique que les décisions et les verdicts des rebelles sont sans appel, à la fin de cette réunion, je rentrais à la maison, ayant à l'esprit que le pire est à venir'.

Quelques semaines après l'information, le Ladjana informe la population de se préparer pour une audience foraine d'Am chilini: « *Cette nouvelle me fit passer des nuits cauchemardesques et blanches de soucis* ». déclare Soumaïne. Comme il fallait s'y attendre, vint le jour de l'audience foraine pour la désignation des maris. Malgré qu'il soit chrétien, une femme du nom de Assadia porta son choix sur lui. Il fut informé et tenu de payer les 25000 F qui doivent faire office de dot et aussi payer une autre somme de 7500 F de commission aux rebelles pour le 'droit' d'administration. Le malheureux Soumaïne Abras refusa la proposition qui lui fut faite, évoquant sa confession chrétienne qui ne peut admettre la polygamie. Ce refus pourtant justifié passa très mal auprès des rebelles qui trouvaient là une occasion de le saigner à blanc. En réponse au refus et aux arguments avancés par Soumaïne Abras, les rebelles lui rétorquent sèchement :

'Pourtant le jour où nous sommes venus annoncer le message, personne ne s'est déclaré chrétien et aujourd'hui quand on doit passer à l'acte, certains se convertissent au christianisme. Le Guéra n'est pas une terre des chrétiens. Les chrétiens sont rentrés au Sud du Tchad. Et vous êtes restés ici pour servir d'espions pour le compte de vos coreligionnaires repliés au Sud et servir d'espions pour le compte des Blancs qui vous ont trompé'.

Le réfractaire Soumaïne Abras fut ainsi ligoté, battu puis exposé au soleil. Pour être libéré, une amende de 300000 F fut exigée. Avec l'intervention du Ladjana, l'amende fut réduite à 200000 F. Pour pouvoir payer cet argent que Soumaïne Abras ne possédait pas, il dut recourir au prêt. Le remboursement de ces prêts va lui valoir de vendre tous ses stocks de mil et ses quelques têtes de chèvres. L'année suivante, lorsque la nouvelle de 'Am chilini' parvient encore au village, pour ne pas endurer les mêmes souffrances, Soumaïne Abras décide de quitter le village, malgré les troubles qui sévissent dans tout le Tchad. Car dit-il :

'Je sais que le jour de l'audience foraine, même si aucune femme ne me désigne, je dois payer l'amende pour n'avoir pas pris quatre femmes comme l'exigent les rebelles. Comme moi, je suis chrétien, j'ai peur que les rebelles me trouvent des circonstances aggravantes pour m'amender plus que les autres. Et surtout cette année, le déficit pluviométrique a fait que je n'ai pas eu une bonne récolte, et mes bêtes sont déjà tous vendus, alors si on venait à m'infliger une amende, avec quoi dois-je la payer. Pour ce faire, j'ai préféré quitter le village pour la région de Bousso où j'étais installé pendant 12 ans. Il est vrai que je ne subissais pas la pression à cause de ma religion, mais je ne me sentais pas à l'aise parmi les gens qui sont tous musulmans. Mais comme j'ai été approché par des gens qui m'ont proposé l'islam, j'ai accepté et je me suis converti à

l'islam. Mais tout de même j'ai préféré rester ici. Car chez nous là-bas, on peut être beau musulman, mais on n'est pas à l'abri des exactions des rebelles'.

En somme, l'une des conséquences majeures de l'arrivée dans la région du Guéra du Frolinat, est le démantèlement par les rebelles des autres religions comme le christianisme et la religion ancestrale la Margay, qui pourtant, au Guéra coexistaient harmonieusement, faisant l'exception des hadjeray avant l'arrivée de la rébellion du Frolinat comme l'a relevé Fuchs (1997 : 18) : 'Pendant l'époque coloniale, l'islam aussi bien le christianisme, ont été propagés parmi les populations hadjeray. Il y a beaucoup de familles où les parents font des sacrifices aux Margay et où des enfants sont musulmans, et pour certains chrétiens. C'est la solidarité entre parents qui assure une existence harmonieuse'.

La dictature de Habré : 1986-1990

Lorsque le 7 juin 1982, Hissein Habré s'empare du pouvoir, beaucoup de Tchadiens avaient pressenti le drame que va connaître le Tchad sous son règne, à l'image de Abdou Moussa⁴⁴ qui, contrairement aux autres réfugiés tchadiens du Nord du Cameroun euphoriques qui se sont empressés de rentrer au pays, choisit de rester dans le camp des réfugiés. Il déconseilla même aux compatriotes de retourner au Tchad d'Hissein Habré :

« Lorsque Habré a pris le pouvoir et que les compatriotes gagnés par une lueur d'espoir, devaient rentrer au Tchad, je le leur avais fortement déconseillé, car vu le parcours de cet homme, je le trouvais sans scrupule, sans pitié et tellement assoiffé de pouvoir qu'il est prêt à sauvegarder au prix des sacrifices humains. Mais les compatriotes ont préféré rentrer. Alors, quelques années plus tard, ils sont revenus en courant me trouver ici dans le nord du Cameroun, suite aux persécutions de Habré».

Comme l'a si bien défini Abdou, Habré ne lésina sur rien pour parvenir au pouvoir. Il rallia tour à tour la rébellion armée et le gouvernement. En témoigne son long et tumultueux parcours vers le pouvoir qui est jalonné d'histoires de défection et de ralliements, d'éliminations physiques de personnes stratégiques. Car c'est bien lui qui, en 1976, faussa compagnie à son frère rebelle Goukouni Weddeye pour rallier le pouvoir central dirigé par le général Malloum. Nommé Premier ministre conformément aux accords de Khartoum de 1978, Habré profita de son entrée dans la capitale N'Djamena pour déclarer la guerre à celui qui lui avait tendu la main, le général Malloum. Sachant qu'il ne peut peser lourd dans cet affrontement armé, compte tenu du nombre réduit de ses soldats, Habré transforma la bataille en une guerre civile entre les populations musulmanes du Nord et celles du Sud, chrétiennes. Il attisa et exploita savamment les clivages religieux et régionaux pour rallier à sa cause toutes les populations 'nordistes' du Tchad, parmi lesquelles les populations hadjeray.

En effet, en 1978 lorsqu'il est devenu Premier ministre, Habré approcha fortement Idriss Miskine, le leader hadjeray qui fut un ministre de son gouvernement. Lorsque le 12 février 1979, la guerre éclate entre les éléments d'Habré et les forces armées loyalistes à N'Djamena, chaque leader politique devait choisir son camp entre la coalition des 'nordistes' dirigée par Habré et celle des 'sudistes'. Idriss Miskine, choisit le camp d'Hissein Habré et

⁴⁴ Homme, blanchisseur, environ 66 ans, interview réalisée à Garoua en juillet 2009.

entraîne avec lui une grande partie de la population hadjeray. Après une brève période de guerre civile entre les populations du Nord musulman et celles de sud chrétien, un Gouvernement d'union nationale de transition 'GUNT' fut formé et présidé par Goukouni et dans lequel Habré fut le Ministre de la Défense. Ce Gouvernement vola aussitôt en éclats et une autre guerre civile de neuf mois éclata cette fois-ci entre les différentes tendances de la rébellion du Frolinat, qui avaient pourtant donné un coup de main à Habré quelques mois plus tôt. Les Hadjeray, dirigés par Idriss Miskine, optent encore pour la tendance des FAN (Forces armées du nord), de Habré. Les autres tendances se liguent contre celle de Habré. Dépassés par la puissance du feu du camp d'en face et se sentant affaiblis, Habré et sa troupe dans laquelle se trouvaient de nombreux éléments hadjeray (d'ailleurs Habré est secondé dans son mouvement par Idriss Miskine), se replièrent à l'est du Tchad en 1980, pour souffler et se réorganiser. Pendant cette période, la région du Guéra passa alors sous le contrôle des deux tendances coalisées : la 'Première Armée' et le CDR. À ce moment, certaines populations hadjeray seront la cible de bandes armées qui les maltraiteront à cause de la présence de leurs fils dans le rang du mouvement rival, les FAN de Habré.

Deux années plus tard, Habré fait son entrée triomphale à N'Djamena le 7 juin 1982 où il prend le pouvoir abandonné par Goukouni Weddeye, ayant entretemps fui vers le Cameroun. La coalition qui soutenait Goukouni regagna à son tour les maquis, y compris celui de la région du Guéra. Cette coalition des bandes armées repliées dans le maquis du Guéra, va maintenir la répression contre les populations hadjeray qui soutenaient Hissein Habré arrivé au pouvoir. Alors, de nouveau, les populations hadjeray vont retrouver leur situation de souffrance d'antan, divisées en pro-rebelles et pro-gouvernementaux et souffrant des exactions simultanées des rebelles et du gouvernement.

Cette situation d'abus des forces gouvernementales et des rebelles va durer jusqu'en 1986. À cette date, les Hadjeray ayant auparavant tragiquement, en janvier 1984, perdu leur leader Idriss Miskine dans des conditions suspectes et non élucidées et se sentant marginalisés par le régime de Habré, font défection pour former un front ethnique qui entre de nouveau en rébellion contre le régime d'Hissein Habré. Mécontents d'être tenus à l'écart de la gestion du pays, les Hadjeray créent le Mosanat (Mouvement de Salut National du Tchad) qui s'oppose militairement au régime d'Hissein Habré leur allié d'hier. Avec la création de ce mouvement de rébellion, de nouveau les Hadjeray redeviennent anti gouvernementaux et donc pro-rebelles. À cet effet, cette nouvelle défection a suscité une réaction violente et démesurée de la part du pouvoir qui en profita pour organiser 'une véritable chasse à l'homme hadjeray' par des arrestations et des exécutions systématiques des populations hadjeray civiles ou militaires. Au début, les arrestations ne concernaient que l'élite politique et intellectuelle à N'Djaména. Mais par la suite, elles finirent par s'étendre sur toute l'étendue du territoire national et plus particulièrement dans la région du Guéra et sur les différentes couches de la société hadjeray comme en témoigne la suivante plainte contre Habré à propos de la disparition d'un militaire hadjeray dans le Nord du pays.

Document 3.1 Plainte d'un Hadjeray contre Habré.

AiSARI le 1^{er} Novembre 2008

Nom: Hiodet
Prénom: RATOU Kody
G/P ancien - Combattant
Né vers 1948 à Bou Bou S/P Birikine
Matricule N° 70-5577

Monsieur le juge de Paix d'Instruction de
première instance de DAKAR au Sénégal
Association des Victimes

Objet: plainte Contre Ex-président Hisssein
Habré.

Monsieur,
J'ai l'honneur de venir très respectueu-
sement auprès de votre haute personnalité
porter plainte Contre Ex Président Hisssein
Habré suite aux exactions Commises à
l'égard de mon fils sergent HAROUN
Hiodet RATOU, militaire en service
à l'escadron blindé (A.M.L) en
1987 position inconnue

Monsieur le juge d'Instruction, je compte
sur votre compétence et votre responsabilité
pour que la justice soit rendue sur cette
affaire et que je sois consolé. Veuillez agréer
Monsieur, l'expression de mes sentiments plus haute
considérations les intéressés

Source : archive de l'enquête Hiodet.

Etre Hadjeray à cette époque signifiait être ennemi du régime. Cette population fut traquée d'abord à N'Djamena par les sbires du régime : la DDS (Direction de la Documentation et la Sécurité), police politique du régime puis dans la région du Guéra où plusieurs dizaines des villages furent incendiés et leurs populations massacrées (Yorongar, 2003). Cette répression, aux dires de Adballi⁴⁵, dépasse de loin toutes les atrocités connues jusque-là, et dont beaucoup de villages et familles gardent encore les stigmates et portent le deuil. Voici ce qu'il en dit:

'Les atrocités qu'on avait subies au temps de Habré ne sont pas prêtes à être oubliées maintenant. Non seulement on a perdu des dizaines d'hommes d'un seul coup le même jour, mais notre village a été incendié plusieurs fois. Avant, tout le village était ensemble sur un même site. C'est à la suite de ces multiples attaques des militaires de Habré que nous avons décidé d'adopter cette stratégie de village dispersé pour éviter d'être cramés tous, d'un seul coup.'

⁴⁵ Homme, jardinier, environ 54 ans, interview réalisée en janvier 2010 à Koundoul.

Cette politique de la terreur comme mode d'administration des zones de tension sociale et politique comme la région du Guéra, fera naître au sein des populations des attitudes psychologiques de la peur et de la résistance vis-à-vis de l'Etat.

Hissein Habré, personnalité contestée et regrettée

Malgré que son parcours pour accéder au pouvoir et ses huit ans de règne soient remarquablement entachés d'assassinats, de pillages, d'extorsion des biens, de toutes formes de torture les plus atroces qu'aucun des régimes politiques tchadien n'ait commises (Rapport de la Commission d'Enquête, 1993), il surgit de nos jours, de plus en plus des débats sur la personnalité d'Hissein Habré. Aujourd'hui, avec le recul et surtout confrontés à la faiblesse de l'autorité de l'Etat et de l'immoralité des services publics, nombreux sont les Tchadiens dont les causeries sont animées par un débat sur la qualité d'homme d'Etat que fut le président Habré. En fait, au regard de l'impunité dont jouissent aujourd'hui certaines personnes haut placées et surtout considérant le fléau de tournement des deniers publics qui prend de plus en plus de l'ampleur eu égard à la faiblesse de l'autorité de l'Etat (Haggar, 2010), beaucoup de Tchadiens sont tentés de regretter le président Habré. Même certains de ses adversaires les plus farouches, comme son prédécesseur le président Goukouni Weddeye lui ont reconnu sur les antennes de la Radio France International en 2010, lors d'une émission sur l'histoire du Tchad et plus particulièrement sur sa personnalité que :

'Hissein Habré est un homme d'Etat, un patriote, un nationaliste, un homme qui tient à l'intégrité du territoire national tchadien. Pendant son règne, il défendait bien le Tchad et les Tchadiens si bien que les Tchadiens étaient craints de leurs voisins [...] Ce qui est bien chez Hissein Habré c'est qu'il n'est pas prêt à accepter enlever un seul sou si le motif pour lequel l'argent doit être dépensé n'est pas très bien justifié'.

Ce caractère d'homme d'Etat honnête et rigoureux dans la gestion de la chose publique que fut Hissein Habré est reconnu par beaucoup de citoyens à l'exemple de Abakar O.⁴⁶, qui a pourtant perdu deux de ses cousins dans les geôles de Hissein Habré, mais qui reconnaît et loue même les qualités de ce dernier en ces termes :

'Si à l'époque on n'avait pas un président patriote comme Hissein Habré, on serait tous morts de faim. Parce qu'à un moment, on n'avait rien et on vivait de l'aide de la communauté internationale et à ce propos, le président Hissein Habré et ceux qui servent l'Etat étaient justes. L'aide qui nous était destinée, nous était distribuée correctement. Si c'était comme aujourd'hui où les hommes politiques ne connaissent rien d'autre que détourner, on serait tous morts'.

Le règne de Deby, l'histoire des populations hadjeray a bégayé

Daouro Senlo⁴⁷ que nous avons convié à raconter les différentes grandes périodes des événements politiques les plus marquants que son village ait jamais connus, préfère commencer son récit par les événements les plus récents, parce que présents et vivants dans sa mémoire en ces termes :

⁴⁶ Homme, maçon, environ 50 ans, interview réalisée en mars 2009 à Mongo.

⁴⁷ Homme, paysan, environ 47 ans, interview réalisée en Juin 2009 à Mataya.

‘ Depuis ton arrivée, as-tu vu les gens danser comme avant ? La raison c’est qu’on est toujours en deuil’.

Pour être plus explicite devant certaines de nos interrogations qui l’assaillent, il précise : « Des exactions de ce genre ... même récemment à l’entrée du MPS 1991, on en a connues ». C’est autant dire qu’après le départ du président Hissain Habré du pouvoir en 1990, ce ne fut pas la fin des souffrances pour les populations hadjeray. En fait, le dernier épisode de la série d’événements douloureux qu’ont vécus les populations fut celui du règne d’Idriss Deby qu’elles ont pourtant aidé à prendre le pouvoir le 1^{er} décembre 1990.

En effet, mécontents du traitement qui leur a été réservé sous Habré, les cadres civiles et militaires hadjeray, avait créé en 1986 le Mosanat, un mouvement de rébellion armée contre Habré. Après quelques mois de séjour dans la région du Guéra aux cours desquels ils menaient des raids nocturnes contre les forces gouvernementales dans la ville de Bitkine, les rebelles hadjeray du Mosanat durent se replier au Soudan. Ils sont rejoints en 1989 par une autre tendance dissidente zaghawa du pouvoir de Habré en l’occurrence, ‘l’Action du 1^{er} Avril’ dirigée par le colonel Idriss Deby. En mars 1990, les responsables de ‘l’Action du 1^{er} avril’, du Mosanat et d’autres mouvements de rébellion ont jugé utile d’unir leurs forces afin de triompher. Ainsi, « Du 8 au 11 mars 1990, plusieurs organisations politiques (Action du 1^{er} avril, le Mouvement du Salut National du Tchad-MOSANAT et les Forces Armées Tchadiennes-Mouvement Révolutionnaire du Peuple FAT-MRP) se sont réunis en congrès à Bamina⁴⁸ pour se dissoudre et unifier leurs forces. C’est ainsi qu’a été créé le Mouvement Patriotique du Salut⁴⁹. La coalition zaghawo-hadjaray constituée, commencent les batailles contre les forces du président Habré à partir de l’Est du Tchad, où elle était basée. Au terme de quelques mois de lutte armée, l’hétéroclite coalition des combattants du Mouvement Patriotique du Salut (MPS) dirigé par Idriss Deby et secondé par Maldom Bada Abbas, le leader des combattants hadjeray, naguère président du MOSANAT, fait une entrée triomphale à N’Djamena le 1^{er} décembre 1990. Aussi bien pour l’ensemble des populations tchadiennes que pour les populations hadjeray, le départ du président Habré chassé, surtout par le MPS au sein duquel figure un nombre impressionnant d’officiers hadjeray, représentait un véritable moment de soulagement et un signe d’espoir. Cet espoir était semé dès le 04 décembre, soit 3 jours après l’arrivée du MPS par le message à la nation du colonel Idriss Deby, alors président du Comité Exécutif du Mouvement, par certains passages de son discours :

‘Le plaisir est immense pour tous les combattants des forces patriotiques d’avoir contribué à l’éclosion du cadeau le plus cher que vous espériez. Ce cadeau n’est ni or, ni argent : c’est la liberté ! Celle du 1^{er} décembre 1990. Il n’y a plus d’effort de guerre⁵⁰, il n’y a plus de prison politique [...] Au risque de me répéter, je tiens à souligner qu’il n’y a pas de démocratie sans pluralisme politique, sans laïcité. Le MPS se consacrera avec le soutien et la participation de chacun, à la réalisation de cet objectif dans sa plénitude. Nous entendons par là : liberté d’association, liberté d’opinion, liberté syndicale, liberté de la presse, liberté religieuse’.

⁴⁸ Une localité située en territoire soudanais.

⁴⁹ Extrait du premier discours du 04 décembre 1990 du colonel Idriss Deby adressé à la nation après son arrivée triomphale à N’Djamena le 1^{er} décembre 1990, p. 2.

⁵⁰ Pendant le règne de Habré, ‘l’effort de guerre’ est une espèce de taxe prélevée sur toutes les catégories socioprofessionnelles des populations pour financer la guerre qui se faisait à l’époque entre le Tchad et la Libye.

Ce discours 'libérateur' fut, plus tard le 31 décembre, à la veille du nouvel an 1991, confirmé par un autre extrait de son discours : « Les premiers fruits de nos nouvelles réalités sont palpables : il n'y a plus de prison politique, il n'y a plus de DDS (ni aucune autre police politique), il n'y a plus d'effort de guerre et chaque citoyen peut exprimer librement sa pensée ».

Par rapport à l'espoir déçu du règne du président Habré qui a introduit des pratiques inédites, les tortures, l'intimidation, la responsabilité collective d'un acte politique posé par un individu (Al-Mouna, 1996 : 168), l'arrivée au pouvoir du MPS en 1990, avait fait naître en aval beaucoup d'espoir pour les Tchadiens en général et pour les populations hadjeray en particulier, elles qui, cette fois, avaient beaucoup de leurs fils dans les rangs du MPS avec des positions hiérarchiques très privilégiées, comme le racontait Moussa Ibet⁵¹ :

'L'arrivée du MPS a été pour moi un grand ouf de soulagement. Surtout après le premier discours de Deby, j'ai même refusé de manger toute une journée entière, puisque n'ayant pas faim, tellement que j'avais espoir et confiance en l'avenir de la région du Guéra à travers ses fils qui m'avaient semblé avoir la haute main sur le pays'.

En amont, perçu comme l'organisation politico-militaire la moins tribale (puisque au-delà des Zaghawa et des Hadjeray majoritaires, le MPS comportait dans ses rangs beaucoup d'autres ethnies) et pour avoir débarrassé le pays du système politique du régime de Habré, il jouissait de ce fait d'un véritable état de grâce (Al-Mouna, 1996 : 169). Il avait une chance historique de rétablir la paix, d'instaurer la confiance entre les Tchadiens et d'ouvrir une nouvelle ère pour le Tchad.

Malheureusement, le mouvement fut très tôt miné par des grognes internes après le deuxième congrès du MPS à N'Djamena du 25- 28 juillet 1991 qui a vu la réforme du parti, en faisant entrer dans le bureau exécutif des membres qui avaient servi au temps de Habré et ce, à la place des combattants ayant amené le MPS, comme l'a si bien compris et relevé d'ailleurs le président Deby lors de son discours de clôture dudit congrès :

'Nous venons de renouveler le Conseil National du Salut, dans un souci d'ouverture, et dans le but de proposer aux citoyens désireux de contribuer à l'avènement de la démocratie, un cadre d'expression et de réflexion plus adapté (...) Avant de m'adresser aux membres de notre nouveau Conseil National du Salut, je voudrais féliciter les camarades qui faisaient partie de cet organe précédemment et qui n'y figurent pas de nouveau. Cette modification s'impose à nous du fait de l'élargissement des rangs du MPS et du fait des particularités du combat futur. Cette modification est un enrichissement pour le Mouvement Patriotique du Salut, à condition que nous parvenions à souder nos rangs. Ainsi, il ne doit pas y avoir des militants de la première heure ou des militants de la deuxième ou troisième heure'.

Cette tension interne au MPS va aboutir le 13 octobre 1991 au clash entre les éléments hadjeray du MPS et les autres et au terme duquel, le leader hadjeray, en l'occurrence Maldom Badas Abbas qui était vice-président du MPS, et Ministre de l'Intérieur fut arrêté avec quelques-uns de ses proches. De nouveau, cet événement relança une chasse

⁵¹ Homme, maçon, environ 49 ans, interview réalisée à N'Djamena en septembre 2009.

à l'homme hadjeray à N'Djamena comme du temps du Habré (Garondé, 1997 : 270) et dans la région du Guéra comme le raconte Moussa R⁵²., militaire déflaté, ayant survécu aux massacres des militaires de la ville de Bitkine⁵³, le 15 octobre 1992 :

‘À la veille de la journée du 15 octobre, on a vu arriver des dizaines de véhicules militaires de N'Djamena. Curieusement, ils sont venus rester à l'écart du camp militaire de Bitkine. De bouche à oreille, tous les militaires qui sont même aux quartiers étaient convoqués pour le lendemain pour une importante communication au camp. En rapport avec les événements de 13 octobre à N'djamena, cette convocation de nous rendre tous au camp nous paraissait louche. Elle fut suivie de quelques interrogations de notre part. Certains d'entre nous ont comme par prémonition compris que quelque chose allait se passer et ont refusé d'aller au camp le lendemain. Mais nous autres étions allés. Sur le lieu de rassemblement, nous nous mîmes en rangs comme de coutume dans l'armée pour suivre une communication. Subitement nous voyions les militaires venus de N'Djamena nous entourer avec des armes lourdes. Curieusement un d'entre eux demande que les militaires hadjeray doivent se mettre à part et les autres ethnies à part. Personne ne bougea à ces ordres. Puis, ils se mettent à tirer sur nous. Ce fut la débandade et le sauve-qui-peut. La chance que nous les survivants avons c'est que cet événement s'est passé au mois d'octobre, moment où les champs du mil n'étaient pas encore récoltés. Ces champs étaient juste à proximité de l'endroit où on était rassemblé et ils communiquaient directement avec la colline d'à côté. Ainsi, dès le premier coup de feu, j'ai disparu dans le champ du mil pour me retrouver sur la colline. Les autres qui n'avaient pas eu la chance sont tombés sur-le-champ et on a dénombré une trentaine de morts’.

Cette situation va entraîner la naissance éphémère d'une rébellion hadjeray du FAIDT (Front d'Action pour l'Instauration de la Démocratie au Tchad) basée dans la région de Méfî. La traque des rebelles du FAIDT par les forces gouvernementales aura pour conséquence collatérale, les massacres des populations civiles (Yorongar, 2003 : 174). Ces événements font naître une rupture entre les populations hadjeray et le régime de Deby. Aussi, au fil du temps, l'entrée progressive des anciens partisans de Habré dans l'appareil de MPS a fait hériter à ce dernier les réflexes et certaines méthodes du défunt régime politique de Habré. Entre autres réflexes et méthodes, l'insécurité qui n'est pas le ressort de l'Etat comme ce fut le cas naguère au temps de Habré, mais celui des individus composant l'Etat comme le notait Beral et al. (2008 : 79) :

‘En clair, très vite après la prise de N'Djaména par le MPS, il y eut une vague d'assassinats crapuleux ; assassinats dont étaient principalement victimes, les motards. Ce fut comme si sur le pays, s'était soudainement abattue une tribu des matérialistes obsédés, particulièrement passionnés des motos ! Des diabolins impitoyables qui, à la tombée de la nuit, abattaient sans vergogne sur tout motard en vue de le déposséder de sa mécanique. Cette inextricable situation parut bizarre à tout un peuple qui commençait à se rendre à l'évidence que la nouvelle ère annoncée avec tant de pompe n'avait de démocratie que de nom’.

La peur et la marginalisation comme mode de vie de population

Cette répression tous azimuts et à toute épreuve a fini par créer un état psychologique caractérisé par la résistance et la peur au sein de la population tchadienne en général (De Bruijn, 2008) et des populations hadjeray en particulier vis-à-vis de l'Etat (Van

⁵² Homme, ancien militaire, aujourd'hui paysan, environ 50 ans, interview réalisée à Bitkine en juin 2009.

⁵³ La ville dont est originaire Maldom Badas Abbas et de la plupart des officiers hadjeray du MPS.

Dijk, 2008 : 130). Les nombreux contacts que nous avons eus pour des interviews nous ont permis en même temps de faire des observations directes sur les habitudes, les comportements des personnes, quant à leur état psychologique.

L'une des remarques qui a piqué notre curiosité c'est l'évitement des débats sur des sujets politiques. Cette attitude, nous l'avons expérimentée dès le premier contact que nous avons avec notre premier enquêté en l'occurrence Hamat, vivant à Kousseri dans le Nord du Cameroun qui a brillé par une peur bleue face aux militaires et douaniers, lors de la traversée de la frontière tchadienne pour se rendre à N'Djamena. Au-delà de la peur pour les militaires, il y a une méfiance pour tout ce qui symbolisait l'Etat, la ville, ou la modernité considérée comme un moyen direct de contrôle ou pouvant servir de prétexte de contrôle ou d'exactions.

Cette attitude hostile de la population vis-à-vis de ce qui peut symboliser la modernité ou l'Etat est une des réalités que nous avons encore expérimentées dans le village natal de notre assistant Hamat, lorsque nous étions amené à y séjourner pour suivre les réseaux de communication de nos enquêtés afin de recouper les informations. En effet, Pour pouvoir cibler et rencontrer des enquêtés, nous avons demandé à disposer d'un assistant de recherche qui pourrait en même temps être une source d'information pour nos observations directes à travers les faits et gestes qu'il aura à faire. On nous en proposa un. Il s'agissait de Ahmat Azene, un garçon âgé d'une vingtaine d'années. Le lendemain, nous devrions le rencontrer le matin pour une tournée de rencontres avec quelques informateurs. Nous sommes arrivé chez lui pendant qu'il était absent de la maison malgré le rendez-vous qu'on s'était pourtant donné la veille. Son père nous demanda de l'attendre. On nous introduisit dans sa case. Après environ une vingtaine de minutes d'attente, ce dernier arriva tout essoufflé. Il entre dans la case nous trouver puis, en ressortit aussitôt avec un air mal aisé et précipité et portant un carton sur la tête. Il disparut encore pour une quarantaine de minutes avant de revenir. À son arrivée nous lui proposons le verre du thé que sa mère nous avait offert en attendant son arrivée. Il le refusa sous l'effet d'une colère qu'il parvint à peine à dissimuler, malgré ses efforts. Nous sentions une certaine frustration dans son attitude. Son père qui nous tenait compagnie et ayant aussi remarqué la colère de son fils lui lança : *« tu n'as qu'à refuser le thé pendant 100 ans, ça ne nous fait ni chaud ni froid. Ce qui importe pour nous c'est notre salut »*.

Nous comprenions que notre assistant avait un problème avec sa famille. Alors nous décidions de jouer la médiation en cherchant à savoir la cause des problèmes. Nous posions la question au père de notre assistant, qui en vérité n'attendait qu'une telle question pour faire la démonstration de l'ordre sec qu'il avait donné à son fils et que ce dernier ne le comprenant pas, s'était piqué une colère. En effet, le père de notre assistant nous indique que la veille au soir quelqu'un du village avait reçu un coup de téléphone de N'Djamena, lui faisant état de fouille des domiciles des habitants de certains quartiers de N'Djamena à la recherche des armes détenues illégalement par les civiles. À titre préventif en rapport avec cette information, il a très tôt ce matin-là, sommé son fils d'aller brûler tous les documents que ce dernier avait ramenés de N'Djamena quelques mois plus tôt. Selon son fils, il s'agissait des journaux de la place et quelques magazines qui selon lui ne représentent aucun danger. Mais le père a une autre lecture du danger que peuvent représenter les journaux même les plus anodins. Pour montrer le danger que peuvent représenter ces journaux, il nous fait le parallélisme entre un événement malheureux qu'il a vécu et qui est parti sur la base de choses tout à fait anodines. En effet, il nous raconte que dans les années 80, la

possession d'un simple jerrican avait conduit à la torture d'un villageois. En fait, le villageois était allé dans son champ avec son jerrican pour s'approvisionner en eau. Sur son chemin, il était tombé sur une patrouille de militaires qui l'accusèrent, au vu de son jerrican, de vouloir aller ravitailler les rebelles en eau ou en information. Pour avoir la vie sauve, il dut payer une forte amende. Pour éviter que les journaux, et tout ce qui est document rapporté de la ville ne servent d'alibi pour des massacres, il préfère faire brûler tout ce qui ressemble, semble appartenir à l'Etat et ce, sur la base d'une information faisant état de fouille des maisons par les militaires à N'Djamena distant de plus de 400 km de là, car il argumentait par cette expression :

' Nous autres, nos corps ont des plaies '.

Cette expression est souvent employée par des personnes qui pensent qu'elles sont mal aimées et que le moindre de leurs propos, de leurs actes, même le plus anodin, peut susciter un problème, alors que les mêmes actes ou propos, s'ils sont tenus par d'autres personnes bien-aimées ne peuvent au contraire susciter que le rire ou l'approbation.

Cette expression traduit à la fois dans un premier temps comme réponse à ma question, une peur de parler de la politique, d'évoquer le nom de l'Etat. Secundo, elle traduit la stigmatisation dont étaient victimes les populations du Guéra durant les périodes troubles de guerre et de répression. Cet état psychologique résulte en fait de la relation conflictuelle qui existe entre l'armée, et partant l'Etat et les populations hadjeray, et qui a abouti à l'instauration de la culture de la stigmatisation et de la terreur, distillées durant des décennies par les régimes politiques qui ont dirigé le pays et pour lesquels la violence était un mode d'administration. Ces régimes politiques, pour intimider, ont développé une politique de la peur. L'un des piliers de la culture de la politique de la terreur était la violence répressive exercée au nom de la sécurité, de la protection (Uli Linke & al, 2009). Ainsi, le terme Hadjeray, à un moment donné de l'histoire du Tchad, sous-tend une menace, un ennemi (Rapport de la Commission d'Enquête de Crime d'Habré 1993) devient un argument pour exercer une répression contre ceux qu'on stigmatise comme source de l'insécurité, de la menace, du risque pour perpétrer des crimes (Altheid, 2009 : 55). Ces pratiques visent à insinuer la crainte dans les esprits des dominés, à briser toute résistance intérieure. Car la violence n'est pas seulement utilisée pour punir les actes de désobéissance et de résistance, mais aussi pour saper par avance, les velléités de désobéissance et briser le pouvoir de résistance (Bouju & De Bruijn, 2007). Dans ce sens, un des régimes politiques tchadiens en l'occurrence celui de Habré : « a développé un ignoble esprit de délation et de suspicion entre toutes les couches de la société, au point que chacun avait peur de l'autre, voire de sa propre ombre. Chacun vivait replié sur lui-même et n'osait évoquer la tyrannie sur le pays, par crainte de représailles. (...) Le citoyen moyen se sent dès lors traqué et devient méfiant à l'égard de tout le monde » (Rapport de la Commission d'Enquête, 1993 : 86).

Pour s'être opposées à quelques régimes politiques qui ont gouverné le Tchad, les populations hadjeray font partie des Tchadiens qui ont subi des violences punitives de la part de certains régimes (Netcho, 1997 ; Garondé, 2003), et plus particulièrement celui de Habré qui a régné de 1982 à 1990 (Yorongar, 2002) et qui a le plus cultivé la politique de la stigmatisation et de la terreur et dont les effets dévastateurs hantent encore les esprits. En fait, ce régime par exemple, pour marquer les esprits, casser tout élan de résistance ou de potentielle protestation, a développé une certaine pratique dans l'esprit de la population. Au nombre de ces pratiques tendant à intimider, mieux à inculquer les complexes, il

convient de relever la mise en valeur de son groupe ethnique au détriment d'autres populations par l'augmentation du prix du sang des siens faisant, passer les siens pour les 'Super Tchadiens' : « *Étourdis par le pouvoir et fort de l'impunité que leur garantit le régime, les Goranes se sont comportés à l'égard de leurs concitoyens avec mépris et les ont traités comme des esclaves* ». (Rapport de la Commission d'enquête, 1993 : 18-20). Cette pratique s'accompagne dans le camp adverse c'est-à-dire parmi les autres ethnies et plus particulièrement dans les ethnies ciblées par des arrestations arbitraires et les tortures, par la militarisation des régions contestataires, la diabolisation, la stigmatisation des ethnies.

L'avènement de Deby, disions-nous, a suscité beaucoup d'espoir tant pour les populations hadjeray que pour les autres populations tchadiennes. Mais très vite, les espoirs ont été déçus non pas comme hier sous Habré à cause de la terreur de l'Etat qui était tout puissant, mais au contraire à cause de la faiblesse notoire de l'Etat. Cette faiblesse de l'Etat est supplantée par la force des individus qui souvent ont une bonne assise politique ou militaire. Ces individus tout-puissants narguent non seulement l'Etat, mais font régner la terreur parmi leurs compatriotes, créant une insécurité générale tantôt sur les routes de voyage, tantôt dans les actes de la vie quotidienne. Outre l'insécurité, le phénomène du privilège de l'ethnie du président exacerbé sous le règne de Habré (Beral & al. 2008 ; Rapport de la Commission d'Enquête, 1993) continua sous Deby comme le relève à juste titre Haggar (2010 : 438) citant les propos qu'aurait tenus le chef de l'Etat :

'... Les ministres que je nomme ne veulent pas prendre leurs responsabilités. Ils ont peur des Zaghawas. Nous n'allons pas faire la police derrière chaque Zaghawa. Je sais qu'il y a beaucoup de problèmes à ce niveau mais reconnaissez que l'irresponsabilité est à tous les niveaux. Nos parents ne nous facilitent pas le travail. Je leur ai laissé Tiné. Là-bas, ils peuvent faire tout ce qu'ils veulent. Ils sont entre eux. Mais ici ? Non il faut faire quelque chose. J'écoute les gens raconter que l'autorité de l'Etat traîne par terre. Mais comment ne trainerait-elle pas par terre lorsque personne ne veut prendre ses responsabilités. À la justice, au ministère de l'Intérieur, partout tout le monde veut que ce soit le Président qui aille faire le travail à leur place'.

Comme le mentionne si bien Haggar, la période de Deby aussi va être dominée par une attitude de la peur des citoyens tchadiens. Une peur non pas pour l'Etat comme ce fut à l'époque de Habré, mais une peur pour les gens de l'ethnie du président ou des courtisans du pouvoir qui vont être appelés pompeusement 'les propriétaires du Pays', 'les intouchables' (Debos, 2008) par le commun des Tchadiens en raison du 'tout permis' dont ils bénéficient et de l'impunité dont ils jouissent.

Pour les populations de la région du Guéra, si en termes de massacres la période de Deby est de loin le meilleur, il n'en demeure pas moins qu'elles se plaignent d'être politiquement marginalisées comme le soutient Annouar G⁵⁴ :

'Le Guéra ne compte pas pour ce régime. Depuis que le MPS est arrivé au pouvoir, as-tu vu un Hadjeray occupé un poste important comme celui de ministre des Finances ou de la Fonction publique. Il est arrivé un moment, où le régime a fait défiler successivement quatre Hadjeray au poste de ministre pauvre et de moindre importance comme celui de la Jeunesse et des sports. Et même maintenant, depuis que le pouvoir a adopté le système de la fête tournante de 1^{er} décembre où les régions choisies pour abriter la fête doivent bénéficier des infrastructures,

⁵⁴ Homme, tailleur, environ 49 ans, interview réalisée à Mongo en juin 2009.

quelle ville de la région du Guéra est choisie ? Un temps, pour se moquer des populations du Guéra, le nom de Bitkine a été avancé. Depuis lors, il s'est écoulé cinq ans et entretemps on a construit et fêté ailleurs. Ici, même pas une seule case de construit à Bitkine ni dans une autre ville de la région du Guéra'.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que les victimes de telles pratiques ne puissent pas penser qu'elles sont les mal-aimées, et adopter une attitude de résistance et de la peur pour l'Etat et tout ce qui y ressemble, ou se poser en victimes d'une injustice à toute épreuve. C'est dans ce sens qu'il faut aussi comprendre l'expression de Hamat lorsqu'il disait que « ce qui est possible pour les autres ne peut l'être pour nous ».

Conclusion

L'histoire de vie de Hamat présentée à l'introduction générale nous a permis d'introduire le présent chapitre qui nous montre les raisons d'être de l'attitude de ce dernier et qui remontent aux décennies obscures que les populations du Guéra ont connues. Ces deux chapitres nous plongent au cœur de la société hadjeray et plus particulièrement dans le cadre et les conditions de vie des populations tant dans la région du Guéra, qu'à l'extérieur de ladite région. Les récits de vie de Hamat, montrent l'histoire des populations hadjeray en général qui est faite d'insécurité, de violences politiques, de précarité de conditions de vie, de manière d'être et de communiquer consécutives à un passé fait de violences politiques. Ces violences qui ont duré dans le temps ont fini par affecter l'état psychologique des populations qui se caractérise par une attitude de la peur et la résistance vis-à-vis de l'Etat ou de ce qui s'y apparente et de la méfiance des uns envers les autres eu égard à la période de la délation qui a prévalu. En somme, cette double attitude va constituer le premier maillon de la chaîne des éléments qui fondent l'écologie de la communication de la société hadjeray telle que schématisée au chapitre 1, d'autant plus que ces violences vont donner naissance à la mobilité comme stratégie de survie des populations et aussi une certaine manière d'être, de communiquer faite de contacts et ruptures, d'ouverture et de repli, véritable point de départ de l'écologie de la communication que les suivants chapitres illustreront.